



## Assemblée générale

Distr. limitée  
12 novembre 1999  
Français  
Original : anglais

---

### Cinquante-quatrième session

### Troisième Commission

Point 116 c) de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme :**

**situations relatives aux droits de l'homme**

**et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux**

#### Canada : projet de résolution

#### Situation des droits de l'homme au Rwanda

*L'Assemblée générale,*

*S'inspirant* de la Charte des Nations Unies, de la Charte internationale des droits de l'homme<sup>1</sup>, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>2</sup> et des autres normes applicables en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire,

*Consciente* du fait que le Rwanda est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>3</sup>, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>3</sup>, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>4</sup>, à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, à la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>5</sup> et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>6</sup>,

*Rappelant* sa résolution 53/156 du 9 décembre 1998 et les résolutions précédentes pertinentes, et prenant note de la résolution 1999/20 de la Commission des droits de l'homme en date du 23 avril 1999<sup>7</sup>,

*Réaffirmant* que la promotion et la protection des droits de l'homme sont nécessaires pour soutenir le processus de reconstruction et de réconciliation nationales au Rwanda,

---

<sup>1</sup> Voir résolutions 217 A (III), 2200 A (XXI), annexe, et 44/28, annexe.

<sup>2</sup> Résolution 260 A (III).

<sup>3</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>4</sup> Résolution 2106 A (XX), annexe.

<sup>5</sup> Résolution 44/25, annexe.

<sup>6</sup> Résolution 34/180, annexe.

<sup>7</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1999, Supplément No 3 (E/1999/23)*, chap. II, sect. A.

*Notant avec satisfaction* que le Gouvernement rwandais s'est engagé à promouvoir et à garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi qu'à éliminer l'impunité, qu'il réalise des progrès sur la voie de l'instauration d'un véritable État de droit et qu'il a entrepris de consolider la paix et la stabilité et de promouvoir l'unité et la réconciliation,

*Prenant en compte* la dimension régionale de la question des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs, tout en soulignant que c'est en premier lieu aux États qu'il incombe de promouvoir et de protéger les droits de l'homme,

*Considérant* qu'il est indispensable de promouvoir et de protéger les droits de l'homme de chacun pour que la stabilité et la sécurité règnent dans la région des Grands Lacs,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme sur le Rwanda<sup>8</sup>;

2. *Condamne de nouveau énergiquement* le crime de génocide et les crimes contre l'humanité commis au Rwanda en 1994;

3. *Se déclare toujours préoccupée* par les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Rwanda, notamment par les conditions générales de détention et les procédures judiciaires imposées aux personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité, et invite instamment le Gouvernement rwandais à continuer d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et à traduire en justice les auteurs de ces violations;

4. *Demande de nouveau* à tous les États de collaborer pleinement et sans retard avec le Gouvernement rwandais et le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 pour que soient traduites en justice, conformément aux principes internationaux garantissant une procédure régulière, toutes les personnes coupables du crime de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves des droits de l'homme, et encourage le Secrétaire général à faciliter dans toute la mesure possible les activités du Tribunal international pour le Rwanda;

5. *Note* les efforts déployés par le Tribunal international pour le Rwanda pour être plus efficace, et préconise l'adoption de nouvelles mesures dans ce sens;

6. *Se déclare satisfaite* de la signature entre le Gouvernement rwandais et le Tribunal international pour le Rwanda d'un mémorandum d'accord concernant les activités de l'ONU au Rwanda, notamment la protection des juges et procureurs invités dans le pays, l'immunité fonctionnelle et diplomatique et la protection des locaux de l'ONU, et accueille avec satisfaction la nomination d'un représentant du Gouvernement rwandais auprès du Tribunal international pour le Rwanda;

7. *Se félicite* que des procès continuent d'être intentés dans le pays contre les personnes soupçonnées d'avoir commis des actes de génocide et des crimes contre l'humanité et que des améliorations aient été apportées à la procédure, et encourage le Gouvernement rwandais, avec le soutien de la communauté internationale, à renforcer le potentiel d'une justice indépendante, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme;

---

<sup>8</sup> A/54/359.

8. *Engage* le Gouvernement rwandais et invite le Tribunal international pour le Rwanda à donner la priorité absolue à la poursuite des coupables de crimes sexuels violents commis contre des femmes et à la répression de ces crimes, conformément aux recommandations du Rapporteur spécial chargé d'étudier la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, et se félicite de la décision du Tribunal international de donner une définition large des actes de violence sexuelle;

9. *Prend note* des délibérations actuellement en cours au Rwanda en vue d'instaurer de nouveaux mécanismes pour traiter avec plus de rapidité le grand nombre de dossiers de détenus en attente de jugement pour génocide et autres crimes connexes, note à cet égard la proposition du Rwanda tendant à instaurer un système complémentaire de justice fondé sur la participation et prie instamment le Gouvernement rwandais de s'assurer qu'un tel système est conforme à la loi et aux normes internationales relatives aux droits de l'homme;

10. *Lance de nouveau* un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse une assistance financière et technique au Gouvernement rwandais, dans un cadre de coopération arrêté d'un commun accord, afin de l'aider à promouvoir l'État de droit au Rwanda en renforçant l'administration de la justice, notamment en améliorant l'accès à une représentation judiciaire et en protégeant les témoins, et note avec satisfaction l'assistance déjà fournie par certains membres de la communauté des donateurs;

11. *Demande* au Gouvernement rwandais de continuer à promouvoir l'État de droit en renforçant l'administration de la justice, notamment en améliorant l'accès à une représentation juridique et en protégeant les témoins;

12. *Prend acte* avec une vive préoccupation du rapport de l'Équipe d'enquête du Secrétaire général<sup>9</sup> et demande au Gouvernement rwandais de donner suite à ce rapport;

13. *Accueille avec satisfaction* les efforts que le Gouvernement rwandais continue de déployer en vue d'édifier un État fondé sur la légalité et la garantie du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, note qu'en juillet 1999, le mandat du Gouvernement de transition a été prorogé de quatre ans et encourage le Gouvernement rwandais à créer des commissions constitutionnelle et électorale chargées de définir son programme pour la période transitoire et à oeuvrer à la démocratisation du pays;

14. *Prend note* de la décision du Gouvernement rwandais de tenir dans le calme et l'ordre des élections au niveau des cellules et des secteurs, et l'encourage à poursuivre le processus de démocratisation qu'il a engagé en organisant des élections libres et régulières à l'échelon des communes et des préfectures;

15. *Encourage* le Gouvernement rwandais à garantir l'ensemble des libertés d'expression et d'opinion, et notamment la liberté de la presse;

16. *Se félicite* des efforts déployés par le Gouvernement rwandais pour élargir, sur le plan juridique, l'accès des femmes aux biens de leur mari et de leurs parents, et en particulier de l'adoption de la loi sur le régime matrimonial concernant la propriété foncière et la succession;

17. *Félicite* le Gouvernement rwandais pour les efforts qu'il ne cesse de déployer en vue d'améliorer la situation des enfants et l'encourage à poursuivre dans cette voie,

<sup>9</sup> S/1998/581, annexe.

sur la base du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant énoncé dans la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>5</sup>;

18. *Accueille avec satisfaction* l'annonce faite par le Gouvernement rwandais de démobiliser tous les enfants soldats et le prie instamment de mettre pleinement en oeuvre cette politique;

19. *Se félicite* de l'adoption du projet de loi portant création de la Commission nationale des droits de l'homme, encourage le Gouvernement rwandais à soutenir sans réserve le mandat de la Commission afin qu'elle puisse surveiller de manière efficace et indépendante, conformément aux normes internationalement reconnues, la situation des droits de l'homme dans le pays, prend note de la tenue en octobre 1999 d'une table ronde de la Commission nationale des droits de l'homme et engage le Gouvernement rwandais à appliquer les recommandations formulées à cette occasion pour remédier aux carences de la législation;

20. *Encourage* le Gouvernement rwandais à rechercher la coopération des gouvernements, des organisations internationales et non gouvernementales pour obtenir, dans un cadre de coopération arrêté d'un commun accord, l'aide financière et technique nécessaire pour reconstruire l'infrastructure des droits de l'homme, notamment une société civile dynamique, et permettre en particulier à la Commission nationale des droits de l'homme de mener ses travaux efficacement;

21. *Encourage* le Gouvernement rwandais à coopérer pleinement avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et à cet égard prend note avec satisfaction de l'assistance que le Haut Commissaire n'a cessé de fournir à la Commission nationale des droits de l'homme;

22. *Encourage* le Gouvernement rwandais à continuer de promouvoir l'unité et la réconciliation nationales, et se félicite de la création de la Commission pour l'unité et la réconciliation nationales dont l'existence devrait faciliter la promotion de la tolérance et de la non-discrimination;

23. *Encourage* la Commission pour l'unité et la réconciliation nationales et la Commission nationale des droits de l'homme à collaborer étroitement afin d'assurer la complémentarité de leurs efforts;

24. *Tout en notant* les efforts déployés par le Gouvernement rwandais pour améliorer son système d'administration pénitentiaire, se déclare de nouveau préoccupée par le nombre important de détenus, les conditions difficiles d'incarcération et de détention et le traitement des détenus, et demande au Gouvernement rwandais de poursuivre ses efforts en vue d'améliorer les conditions d'incarcération et de détention conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme;

25. *Encourage* le Gouvernement rwandais à poursuivre ses efforts pour réduire la population carcérale en libérant les mineurs, les détenus âgés, les prisonniers atteints de maladies en phase terminale ainsi que les suspects dont le dossier est incomplet et qui ont été placés en détention pour leur implication présumée dans le génocide et d'autres violations des droits de l'homme, et réaffirme qu'il faut établir d'urgence pour chaque détenu un dossier complet afin de déterminer ceux qu'il convient d'inculper et ceux qu'il convient de libérer immédiatement, à bref délai ou sous conditions;

26. *Prie instamment* le Gouvernement rwandais de veiller à ce que les patrouilles de défense civile dans le nord-ouest du pays soient tenues bien en main et aient à répondre de leurs actes;

27. *Se déclare préoccupée* par les violations des droits de l'homme commises contre les réfugiés et personnes déplacées rentrant dans leurs villages, et demande au

Gouvernement rwandais de protéger et promouvoir les droits de l'homme sur l'ensemble de son territoire;

28. *Note* que le Gouvernement rwandais regroupe des populations rurales dispersées dans tout le pays dans le cadre d'un programme de villagisation et l'engage à veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de chacune lors de la mise en oeuvre de ce programme;

29. *Invite* le Gouvernement rwandais à continuer de collaborer étroitement avec le Représentant spécial, les mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme et tous les organismes nationaux et internationaux compétents en ce qui concerne les modalités de fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme;

30. *Décide* de garder la situation des droits de l'homme au Rwanda à l'étude lors de sa cinquante-cinquième session, compte tenu des éléments additionnels fournis par la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social.

---